

## **Lettre adressée au Secrétaire général de l'ONU, M. Antonio Guterres sur les politiques israéliennes inacceptables à Al Qods**

"Louange à Dieu, Prière et salut sur tous les Prophètes et les Messagers.

De Mohammed VI, Roi du Royaume du Maroc à Son Excellence Monsieur Antonio Guterres, Secrétaire général de l'Organisation des Nations-Unies.

Son Excellence, le Secrétaire général.

Il M'est agréable de M'adresser à Vous aujourd'hui, en Ma qualité de Président du Comité Al Qods, issu de l'Organisation de la Coopération Islamique, au sujet de la persistance des autorités israéliennes dans leurs violations systématiques dans la ville sainte d'Al Qods et à la Mosquée Al Aqsa bénie, première des deux Qibla et troisième Lieu saint de l'Islam, en violation flagrante des décisions de la légalité internationale.

Nous enregistrons avec regret qu'à chaque fois que les prémisses d'une opportunité de relance du processus de paix entre les Palestiniens et Israël apparaissent, ce dernier provoque des événements et des tensions pour les avorter. C'est ce qui a été confirmé à nouveau à travers la réponse d'Israël, toujours de la même manière et avec le même procédé, aux efforts régionaux et internationaux menés par les Etats-Unis d'Amérique, que la communauté internationale y décèle l'existence d'un climat positif de nature à porter le conflit palestino-israélien à des stades avancés de règlement.

Israël a pris ces derniers temps un ensemble de mesures provocatrices dangereuses, dont Nous citons :

1- L'organisation de festivités sans précédent à l'occasion du 50-ème anniversaire de l'annexion d'Al Qods. Le gouvernement israélien a organisé le dimanche 28 mai 2017 une réunion dans un tunnel sous la Mosquée Al Aqsa où il a approuvé le développement de la périphérie de l'ancienne médina à travers le creusement de davantage de tunnels et la construction d'ascenseurs et de passages.

2- Présentation par le gouvernement israélien d'un projet de loi au Knesset portant obligation pour les écoles arabes d'enseigner les manuels et les livres israéliens dans le but de judaïser l'enseignement à Al Qods occupé.

3- Présentation par les membres du Knesset du projet de loi «Grand Al Qods» qui vise à annexer des colonies israéliennes de la Cisjordanie et d'autres régions de l'est d'Al Qods occupé.

4- Approbation par la commission ministérielle de la législation du projet de loi «Al Qods uni», qui sape les opportunités d'un accord sur l'avenir de la ville.

5- Adoption par le Knesset israélien en première lecture une loi interdisant la levée de l'appel à la prière à Al Qods et dans les quartiers arabes environnants.

6- Les autorités israéliennes mènent une campagne d'escalade globale contre la vieille ville d'Al Qods Acharif et son environnement à travers la

spoliation des terres des Palestiniens et leur privation du droit de construire et l'exécution de mesures d'expulsion à leur encontre.

Israël ne s'est pas contenté de cette série de mesures illégales, mais il a entrepris d'autres mesures encore plus graves quand il a procédé le vendredi 14 juillet 2017 à l'interdiction de l'accomplissement de la prière du Vendredi et à la fermeture de la mosquée Al Aqsa devant les fidèles durant trois jours, ainsi qu'à l'interdiction de l'Appel à la prière, dans une mesure sans précédent depuis un demi-siècle, outre l'arrestation de Cheikh Mohammed Hussein, Mufti d'Al-Qods et de la Palestine durant plusieurs heures.

Il a également accentué la tension en adoptant des mesures sécuritaires supplémentaires, provocatrices et inacceptables, et ce à travers l'installation des caméras de surveillance dans tous les coins de la Mosquée bénie et dans ses esplanades, la mise en place de portiques électroniques en vue de contrôler les fidèles, et l'agression des responsables et fonctionnaires des Awqafs islamiques.

Ces mesures illégales portent atteinte à la dignité des Maqdisis et provoquent les sentiments de tous les Palestiniens et pourraient conduire à une colère et à une réaction populaire générales et aggraver la situation dans les territoires palestiniens. Ces mesures constituent aussi une provocation flagrante des sentiments de tous les arabes, les musulmans et les libres de par le monde, et un facteur pour attiser les velléités extrémistes qui conduisent vers davantage de frustration, de tension et de violence dans toute la région.

Devant cette situation inquiétante, et partant de Notre mission de président du Comité Al Qods, Nous dénonçons vivement ces politiques israéliennes inacceptables et Nous insistons sur la nécessité pour la communauté internationale et ses forces agissantes d'agir avec fermeté pour amener Israël à mettre fin à ces pratiques visant à imposer le fait accompli et à décider d'une manière unilatérale du sort de la ville d'Al Qods, qui doit être traité dans le cadre des négociations du règlement définitif.

A cet effet, Nous vous appelons à intervenir d'urgence auprès des autorités israéliennes en vue de les amener à respecter le statut juridique et historique d'Al-Qods Acharif et des Lieux Saints et de les appeler à annuler toutes les mesures illégales, y compris les mesures sécuritaires supplémentaires, qui ont éveillé les craintes de l'existence d'un plan israélien de division temporelle et spatiale de la sainte mosquée Al Aqsa.

Tout en soulignant la centralité de la question d'Al Qods et son caractère spirituel profond, ainsi que le rejet de toute atteinte à sa symbolique et à son identité civilisationnelle authentique, et en attirant l'attention sur la gravité de faire de ce différend un conflit religieux, Nous mettons en garde contre les dangers d'instrumentaliser l'héritage civilisationnel et culturel, en tant que facteur d'attisement des sentiments de haine et d'extrémisme et de saper les valeurs d'amour et de tolérance entre les adeptes des religions célestes.

Le Royaume du Maroc, qui croit fermement à l'option de la paix, autour de laquelle la communauté internationale est unanime, et souligne qu'Al Qods est attachée aux racines et à l'identité, est convaincu que le fait d'imposer le fait accompli par la force, ne mènera qu'à davantage de tensions et de violence, particulièrement en cette conjoncture complexe et agitée que traverse la région.

Excellence Secrétaire général,

Autant Nous sommes préoccupés par ces politiques israéliennes et leurs objectifs, que Nous rejetons et Nous condamnons, autant Nous resterons optimistes de voir prévaloir la logique de la raison et la sagesse chez les autorités israéliennes pour réviser leurs positions et opter pour la paix et l'intégration, au lieu de l'exclusion, à même de permettre aux Palestiniens de créer leur Etat indépendant sur la terre palestinienne dans les frontières du 04 juin 1967, avec pour capitale Al Qods-Est.

Nous, qui reconnaissons en votre personne l'habileté politique et la maîtrise des questions internationales, sommes convaincus que Vous n'allez épargner aucun effort pour rétablir les choses à même de contribuer à relancer l'opération de paix afin de parvenir à une solution juste, globale et durable garantissant la création d'un Etat palestinien indépendant vivant côte à côte avec l'Etat d'Israël dans la sécurité, la paix et l'harmonie.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de Mes sentiments d'amitié et de Ma considération".